

<p style="text-align: center;"><b>MAIRIE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>LE MAZEAU</b></p> <p style="text-align: center;"><b>(Vendée)</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DU CONSEIL MUNICIPAL</b></p> <hr/> <p style="text-align: center;">DEL-2022-10-02</p>
--	--

*L'an deux mil vingt-deux, le dix-huit octobre, le Conseil Municipal de la Commune de LE MAZEAU, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. BORDET Bernard, Maire.*

Nbre de Conseillers

PRESENTS : Mmes BOUHIER BONNEAU B, HERHARD A, GROUSSET S, VEILLAT-FABIEN F, MM BORDET B., BRETON P., BRISSON N., LUCAS S.

En exercice : 10

EXCUSEES : GRONIER E, DRUEZ R.

Présents : 8

Secrétaire de séance : M<sup>me</sup> HERHARD Anne Marie

Votants : 8

Convocation : 11 octobre 2022

**OBJET : INSTITUTION DE L'OBLIGATION DE DÉPÔT DU PERMIS DE DÉMOLIR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article R421-27,

VU le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée,

VU le décret n°2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1<sup>er</sup> octobre 2007,

CONSIDERANT qu'à compter de cette date, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne seront plus systématiquement requis,

CONSIDERANT que le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R421-27 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la commune,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- DECIDE d'instituer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, en application de l'article R421-27 du code de l'urbanisme

Fait et délibéré en Mairie, le jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

#signature#

**B. BORDET**



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,